



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 08/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HEIDELBERG MATERIALS France Granulats

4 place des Saisons
92400 Courbevoie

Références : 26-06
Code AIOT : 0003103627

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2025 dans l'établissement HEIDELBERG MATERIALS France Granulats implanté Le HIOUE 33720 Illats. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HEIDELBERG MATERIALS France Granulats
- Le HIOUE 33720 Illats
- Code AIOT : 0003103627
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HM Granulats France a été autorisée à exploiter, sur la commune d'ILLATS, une carrière alluvionnaires et une installation de traitement de 1998 à 2018, sur un périmètre de 80,44 hectares. En 2017, alors que l'extraction était terminée depuis plusieurs années, l'installation a continué à accueillir, via un tapis de plaine, des matériaux des carrières également exploitées par HM France Granulats sur les communes d'ARBANATS/SAINT-MICHEL-DE-RIEUFRET/VIRELADE.

Par arrêté préfectoral du 27 avril 2018, la fin des travaux d'extraction et la remise en état ont été actées. La poursuite de l'activité de traitement, sans limitation de durée, à laquelle a été ajoutée une station de tri, transit et regroupement de matériaux et de déchets non dangereux inertes issus de chantiers de déconstruction/démolition, a été autorisée. Aucune libération de foncier n'a été menée et le périmètre de l'ancienne carrière a été maintenu comme le périmètre de l'activité de traitement et recyclage.

En conséquence d'une évolution de la nomenclature des installations classées, **les installations sont classées sous le régime de l'enregistrement par droits acquis**. Les arrêtés ministériels de prescriptions générales relatives au seuil d'enregistrement pour les rubriques 2515 et 2517 de la nomenclature précitée s'appliquent.

Par ailleurs, la société HM Granulats France souhaite ajouter dans le périmètre historique une installation de stockage de déchets non dangereux inertes de type terres, pierres et cailloux issus des chantiers de terrassement, ainsi que modifier les conditions d'exploiter de son installation de traitement de matériaux. Deux installations ont également été arrêtées.

L'inspection de ce jour s'inscrit dans le contexte d'instruction de ces dossiers de modifications.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Périmètre	Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 1.2.3.2 et 2.2.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Edification des bassins de décantation	Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 2.3.1 et 2.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 55	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Obligations en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1, 2 et 3	Sans objet
6	Cessation partielle	Code de l'environnement du 21/09/2021, article R. 512-39-1 et suivants	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations du site d'ILLATS relèvent désormais du seuil de l'enregistrement suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées. L'exploitant doit mieux s'approprier les textes applicables pour ajuster le suivi environnemental de ses activités, y compris en prévision des modifications en cours d'instruction. En outre, des justificatifs sont attendus pour démontrer la correcte mise en œuvre des pentes des bassins de décantation.

La contrôle terrain a également permis de vérifier l'organisation mise en place au regard des éléments présentés dans les dossiers de demandes de modification et d'enregistrement en cours d'instruction. Un projet d'arrêté préfectoral sera proposé pour prendre acte des modifications et une consultation du public va être ouverte pour le stockage des terres.

Par ailleurs, compte-tenu du démantèlement de la centrale d'enrobage et du dépôt de bitume, de la sécurisation de la plateforme, de l'absence d'impact sur les sols et sous-sols et de la poursuite de l'usage industriel tel qu'autorisé, le présent rapport vaut procès-verbal de récolement de la cessation d'activité partielle en application de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement dans sa version antérieure au 1er juin 2022. L'usage industriel est maintenu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périmètre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 1.2.3.2 et 2.2.1
Thème(s) : Autre, Accès et limite
Prescription contrôlée : Les installations sont disposées à plus de 10 m des limites du site. L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.
Constats : Le périmètre du site autorisé est respecté. Deux accès sécurisés sont possibles. La clôture autour des bassins de décantation est en bon état le jour de l'inspection. Les haies et bois définis suite à la remise en état de la carrière sont toujours en place. L'inspection des installations classées s'est rendue à l'emplacement prévu pour le stockage des

<p>terres, pierres et cailloux, suite à l'achèvement des digues des bassins de décantation, faisant l'objet d'une demande d'enregistrement au titre de la rubrique 2760 (ISDI). L'observation du bois qui va être coupé pour accueillir cette activité avant replantation, est dense et non entretenu. Il ne montre pas de signe d'habitats remarquables.</p> <p>Des travaux préparatoires sont en cours. Des arbres abîmés ont été constatés dans la bande des 10 mètres. Aucune signalétique sur le terrain ne permet de partager l'objectif de sauvegarde de cette bande.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier d'une méthode opérationnelle pour la coupe des bois et la mise en œuvre du stockage de terres qui garantisse le respect d'un maintien d'une bande d'arbres sur 10 m de largeur dans le but d'une meilleure intégration paysagère et maîtrise des nuisances du site.</p> <p>Au besoin, de nouvelles plantations complètent la végétation en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Edification des bassins de décantation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 2.3.1 et 2.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité et matériaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les digues sont progressivement édifiées jusqu'à une altitude de 25 NGF à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation d'exploiter. Elles sont talutées, conformément aux prescriptions de l'étude géotechnique, selon une pente de 1V/2,5H ou de 1,75V/3H, selon le type de matériaux mis en place pour constituer ces digues.</p> <p>Elles présentent une ligne de crête de l'ordre de 2,5 m de largeur et sont enherbées, de manière à réduire rapidement l'impact visuel.</p> <p>Préalablement, lors de la phase chantier, la stabilité des digues au poinçonnement et au glissement est contrôlée conformément aux prescriptions du dossier de demande d'autorisation. Le comblement des bassins est géré de manière à assurer la stabilité physique des bassins. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection en 2021, il avait été constaté sur le terrain une modification des pentes des digues des bassins de décantation, qui étaient alors plus pentues que les profils autorisés.</p> <p>Des justificatifs de stabilité avaient alors été demandés.</p> <p>L'exploitant, accompagné du bureau d'étude GEOTEC, a réalisé une étude géotechnique dont le rapport, en date du 10/10/2022 (Ref. 2021/13804/BORDX), conclut à la stabilité globale des berges, sauf pour une pente 1H/1,1V (profil BB - côte Est).</p> <p>Sur la base de cette étude, l'exploitant a ensuite déposé une demande de modification des</p>

dispositions de l'arrêté préfectoral de 2018 pour régulariser le profil des berges selon une pente 3H/2V, avec une hauteur de crête de 25 m et une large de plus de 6 m.

Cette demande, en cours d'instruction, est cohérente avec les résultats de l'étude géotechnique et fera l'objet d'un nouvel arrêté préfectoral.

En revanche, l'exploitant n'a pas justifié le retalutage de la berge dite "instable" (profil BB - côté Est) selon l'étude GEOTEC, et le plan d'exploitation du site, actualisé en janvier 2025, ne permet pas de vérifier les pentes du bassin de décantation n°4, le plus au Nord, non encore utilisé mais prêt à accueillir les boues de décantation.

Le contrôle terrain a permis de constater que les bassins 2 et 3 sont remplis de manière alternés, avec la précaution de répartir la charge à l'intérieur. Les berges, sur lesquelles nous nous sommes déplacées, ne présentent pas de désordre apparent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier le retalutage de la berge référencée "profil BB - côté Est" dans l'étude GEOTECH de 2022, ainsi que de justifier la mise en œuvre du profil tel que prévu par cette étude pour le bassin n°4 (Nord).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Obligations en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1, 2 et 3

Thème(s) : Risques chroniques, Champ d'application

Prescription contrôlée :

Art.1 I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

Art.2 I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

Art.3 Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : (...)

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis

<p>le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Compte-tenu des prélèvements dans la Garonne (voir fiche du constat 2), l'arrêté ministériel "sécheresse" s'applique à l'installation de traitement.</p> <p>En revanche, depuis 2018, des aménagements (confidentiels) ont été apportés sur l'installation permettant d'améliorer l'efficacité du recyclage d'eau et les opérations de lavage. Des compteurs ont été notamment installés en différents points du réseau permettant de justifier les volumes consommés.</p> <p>Ainsi, il est constaté que le prélèvement d'eau en Garonne a diminué de 30% entre 2018 et 2023, qui s'exprime aussi comme une baisse de 38% à la tonne traitée.</p> <p>Les volumes déclarés par l'exploitant, sur la base des compteurs, permettent de calculer un taux de recyclage entre 92 et 94%.</p> <p>L'installation de traitement entre dans le champ d'exclusion et n'est donc pas concernée par les obligations de sécheresse.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Prélèvement et consommation d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23</p>
<p>Thème(s) : Autre, Prélèvement dans la Garonne</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté ministériel du 26/11/2012</u> : art.23</p> <p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>Le prélèvement maximum effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser 200 m³/h ni 200 000 m³/an pour les installations dont la puissance est supérieure à 550 kW.</p> <p><u>Arrêté préfectoral du 27/04/2018</u> : art.5.1</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prélèvement maximal : 300 00 m³/an - débit maximal : 70 m³/h
<p>Constats :</p> <p>Sur le principe de la hiérarchie des normes, c'est bien l'arrêté ministériel qui s'applique à l'installation. Cet article est applicable depuis le 1/07/2019.</p>

<p>Le lavage des matériaux bruts extraits s'effectue en circuit fermé. Une installation de décantation et clarification permet de séparer les argiles dites "fines" et de réutiliser l'eau clarifiée pour le traitement.</p> <p>Les prélèvements depuis 2018 ont été fournis. Ils sont tous conformes (< 200 000 m3/an). En revanche, le reporting ne permet pas de vérifier le respect du débit horaire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier le débit horaire du prélèvement dans la <i>Garonne</i> et de présenter les mesures qui permettent de s'assurer que le débit de 200 m3/j est respecté de manière pérenne.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Surveillance des retombées de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bilan</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté préfectoral du 27/04/2018 : art.4.2</u></p> <p>Un plan de surveillance des émissions de poussières est mis en place. (...)</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. (...) L'objectif à atteindre est de 500 mg/m2/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. (...) Les campagnes de mesure durent 30 jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à 500 mg/m²/jour, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p><u>Arrêté ministériel du 26/11/2012 : art.57</u></p> <p>L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de synthèse des mesures de retombées de poussières pour l'année 2024 a été fourni. Un contrôle est assuré à l'aide de 3 jauges Owen à une fréquence semestrielle. La station météorologique de Bouliac, située à 20 km au Nord-ouest, est prise pour référence pour l'analyse du contexte.</p>

Les résultats, en moyenne glissante, sont conformes à la limite fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation tout en faisant apparaître de fortes disparités d'un semestre à l'autre. Les résultats 2025 n'étaient pas disponibles.

Il est rappelé que l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517, s'applique. La fréquence de contrôle fixée est au minimum trimestrielle. L'arrêté ne présente pas de seuil maximal à respecter. Le référentiel propre à l'activité "carrière" (rubrique 2510), prescrit dans l'arrêté d'autorisation, ne constitue donc qu'un repère.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats complets 2025 et de justifier ou modifier le choix de la station météorologique de référence dans la mesure où la station de Cadillac est significativement plus proche.

La fréquence de suivi doit être corrigée pour l'année 2026 pour prendre en compte le référentiel réglementaire s'appliquant aux activités du site depuis l'évolution de la nomenclature, y compris en vu du stockage de déchets inertes (rubrique 2760).

Par ailleurs, le rapport devra être complété pour présenter les conditions d'exploitation pendant les périodes de mesure, la norme utilisée et le laboratoire d'analyses.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Cessation partielle

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/09/2021, article R. 512-39-1 et suivants

Thème(s) : Risques chroniques, Démantèlement centrale enrobage et dépôt bitume

Prescription contrôlée :

II.-La notification *[d'arrêt définitif]* indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

Constats :

Par courrier du 23 septembre 2021, l'exploitant a déclaré la cessation d'une partie des activités exercées au sein de la plateforme, confirmé par courrier de notification avec mémoire sur la

situation environnementale daté du 24 mai 2022.

En effet, la centrale d'enrobage au bitume, à froid, de matériaux routiers et le dépôt de bitume associé ont été démantelés en 2016, mais avait pourtant été intégrés au dossier d'autorisation de 2017. Aucune installation n'a été remontée dans les 3 ans qui ont suivi la signature de l'arrêté d'autorisation. Elle est donc bien caduque pour ces activités.

Le mémoire présente les résultats du diagnostic de sol mené au droit de l'ancienne centrale d'enrobage et du parc à liant. L'implantation des sondages et le choix des polluants recherchés n'appellent pas de remarque.

Cette zone est incluse au périmètre sécurisé de la plateforme de traitement et recyclage encore en activité. Elle accueille dorénavant des produits de négoce ainsi que des bétons non ferrailés en attente de valorisation. L'usage industriel continue conformément à l'autorisation préfectorale du 27 avril 2018.

Par le présent rapport, l'inspection des installations classées propose de prendre acte de la cessation d'activité partielle effectuée par la société HM France Granulats.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 55

Thème(s) : Risques chroniques, Terres

Prescription contrôlée :

Les seuls déchets pouvant être réceptionnés sur l'emprise de l'installation sont des déchets non dangereux inertes tels que définis par « l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ».

Le brûlage à l'air libre est interdit.

« L'exploitant assure la traçabilité des déchets sortant de l'installation selon les dispositions de l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. »

Constats :

Les bétons réceptionnés sur le site pour recyclage n'appelle pas de remarque.

Par sondage, les déchargements de terres observés le jour de l'inspection ont fait l'objet d'un contrôle du respect de la procédure d'acceptation. A partir de la plaque d'immatriculation, le certificat d'acceptation préalable a bien été présenté ainsi que les analyses de qualité compte-tenu de la nature des déchets entrants (terres dépolluées). Ces analyses n'appellent pas de remarque.

Des croutes d'enrobés étaient présentes sur le site. L'exploitant a bien une bombe PakMaker pour tester la présence de bitume. Un test a été réalisé en présence de l'inspection des installations classées confirmant l'absence de bitume.

Un espace dédié au tri des indésirables récupérés au milieu des terres est en place. Pour autant, suite aux intempéries, de nombreux déchets étaient visibles nécessitant la mise en place d'une collecte systématique.

<p>La bascule de pesée a fait l'objet d'un contrôle métrologique et est conforme. La personne en charge de l'accueil des déchets et matériaux connaît la procédure d'acceptation et refus.</p> <p>En revanche, il n'a pas été possible de vérifier la correcte traçabilité des déchets via la plateforme Trackdéchets. A partir du SIRET, l'inspection des installations classées n'a pu retrouver les déclarations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'améliorer le ramassage des indésirables et de justifier la mise en place de la déclaration des déchets entrants et sortants via Trackdéchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>